



RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers intermédiaires au 31 octobre 2010 de Les Mines d'or Visible Inc. (la « Société ») ainsi que les états financiers vérifiés de la Société pour l'exercice financier terminé le 31 juillet 2010, incluant les notes afférentes. Ce rapport de gestion a été préparé en conformité avec le Règlement 51-102 et approuvé par le conseil d'administration de la Société. Les états financiers intermédiaires pour la période terminée le 31 octobre 2010 et ce rapport de gestion sont destinés à fournir aux investisseurs une base raisonnable pour l'évaluation des résultats d'opération et le rendement financier de la société.

Date

Ce rapport de gestion a été rédigé le 30 décembre 2010.

Description de l'entreprise

Les Mines d'Or Visible inc. a été constituée le 24 janvier 2007 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société est une société d'exploration minière engagée dans l'acquisition et l'exploration de propriétés minières ayant le potentiel d'accueillir des gisements d'or.

La Société est un émetteur assujéti en Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve. Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de croissance TSX sous le symbole boursier « VGD » et sur les bourses de Francfort et Berlin en Europe sous le symbole « 3V4 ».

Performance globale et perspective

En octobre 2010, la Société a complété un financement privé de 4 800 000 \$ en contrepartie de l'émission de 15 000 000 d'unités à un prix d'émission de 0,32 \$ par unité. Chaque unité était composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription. Chaque bon de souscription donne au détenteur le droit de souscrire une action ordinaire de la Société au prix de 0,45 \$ l'action pour une période de 12 mois.

MANAGEMENT'S DISCUSSION & ANALYSIS

This management's discussion and analysis should be read in conjunction with interim financial statements of Visible Gold Mines Inc. (the "Corporation") for the period ended October 31, 2010 and the Corporation's audited financial statements for the year ended July 31, 2010 and the related notes. It was prepared in accordance with Regulation 51-102 and was approved by the Board of Directors of the Corporation. The financial statements for the interim period ended October 31, 2010 as well as this management's discussion and analysis are meant to give the investors detailed information for them to evaluate the operation results and the financial performance of the Corporation.

Date

This management's discussion and analysis was produced on December 30, 2010.

Description of the business

Visible Gold Mines Inc., was incorporated on January 24, 2007 under the *Canada Business Corporations Act*. The Corporation is a mining exploration corporation involved in the acquisition and exploration of mineral properties with prospects for hosting gold mineral deposits.

The Corporation is a reporting issuer in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland and its common shares are listed for trading on the TSX Venture Exchange under the symbol "VGD" and on the Frankfurt and Berlin Exchanges in Europe under the symbol "3V4".

Overall performance and perspective

In October 2010, the Corporation completed a \$4,800,000 private placement by issuing 15,000,000 units at a price of \$0.32 per unit. Each unit was comprised of one common share and one common share purchase warrant. Each warrant entitles the holder thereof to acquire one common share of the Corporation at a price of \$0.45 per share for a 12 month period.

Propriétés et travaux d'exploration réalisés

Propriété Rapide Elliot (100%)

Le programme d'exploration planifié sur la propriété Rapide Elliot s'apparente à celui exécuté par le voisin de la Société, Les Mines Aurizon sur leur propriété Kipawa. Leurs travaux actuellement en cours au sud de la propriété vont permettre à la Société de mieux comprendre la géologie et le potentiel de sa propriété. Les travaux de prospection et de géophysique sont disponibles sur le site internet de la Société au www.visiblegoldmines.com. Un programme de forage est présentement en cours par les Mines Aurizon autour de la propriété Rapide Elliot et la Société est présentement à exécuter un levé géophysique au sol afin d'optimiser l'emplacement de ses cibles de forage.

Propriété Hazeur (100%)

La propriété se compose de 171 titres miniers dans le canton de Chibougamau. Aucun travail n'a été effectué sur la propriété lors du dernier trimestre. Les travaux d'exploration antérieurs comprennent principalement onze trous de forage, de la prospection, quatre zones de décapage et de l'échantillonnage par rainurage. La dernière compilation qui a été effectuée sur la propriété a permis de circonscrire quelques cibles de forages de faibles priorités. Les résultats obtenus sont disponibles sur le site internet de la Société.

Propriété Stadacona (100%)

La Société a mandaté la firme Geopointcom afin d'effectuer un calcul de ressources qui sera publié en janvier 2011 et un rapport technique rencontrant les exigences du Règlement 43-101 *sur l'information concernant les projets miniers* sur la propriété. À ce jour, près de 65 000 mètres de forage, soit 264 forages, ont été effectués sur la propriété. Un programme de forage de définition et d'exploration suivie d'une étude de préfaisabilité économique seront les prochaines étapes envisagées par la Société en 2011.

Propriété Disson (100%)

Cette propriété a été jalonnée récemment et se compose de 139 titres miniers dans le canton de Disson. La désignation a été effectuée sur la base de modèle géologique connu dans le secteur de Cadillac. Un programme de prospection a été effectué à l'automne 2010 et sera suivi d'un levé géophysique au sol au début de l'année 2011.

Propriété Silidor (100%)

La découverte de la veine E située à moins de 950 mètres de l'ancienne mine Silidor, est un événement important pour la Société. Les teneurs en or trouvées jusqu'à présent possèdent un potentiel économique, la prochaine étape est de prouver le volume à l'aide de forage. Une campagne de forage au diamant est présentement en cours sur la propriété.

Propriété Capricorne (40%)

La Société a récemment acquise un intérêt de 40% dans la propriété Capricorne qui est contigu à sa propriété Silidor, situé au Québec. La propriété se compose de 18 titres miniers. En contrepartie, la Société a payé 30 000 \$ en espèces.

Résultats d'exploitation

Les états financiers de la Société ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. La devise monétaire de présentation est le dollar canadien et tous les montants présentés dans le rapport de gestion, sauf avis contraire, sont en dollars canadiens.

Properties and exploration work

Rapide Elliot Property (100%)

Exploration program planned on the Rapide Elliot property is similar to that currently run by the Corporation's neighbor Les Mines Aurizon on their Kipawa property. Their exploration work in progress south of the property will help the Corporation to better understand and define the potential of its property. Tills sampling and ground geophysics are available on the Corporation's website at www.visiblegoldmines.com. A drilling program, surrounding the Rapide Elliot property, is currently in progress by Aurizon Mines and the Corporation is currently performing a ground geophysical survey in order to optimize the location of its drill targets.

Hazeur Property (100%)

The property is comprised of 171 mining claims in the Chibougamau Township. No work has been executed on the property during the last quarter. Previous exploration work include mostly eleven diamond drill holes, prospecting, four stripping zones and sampling by trenching. The last compilation done on the property helped identify some low priority targets. Results are available on the Corporation's Website.

Propriété Stadacona (100%)

The Corporation commissioned the firm Geopointcom to calculate a resources calculation that will be published in January 2011 and a technical report compliant with National Instrument 43-101 *Standards of Disclosure For Mineral Projects* on the property. Approximately 65,000 meters of drilling, namely 264 holes, were made on the property until now. A precision drilling program and exploration followed by a pre-feasibility study are the next steps considered by the Corporation in 2011.

Disson Property (100%)

The property was staked recently and is comprised of 139 mining claims in the Disson Township. The stacking has been executed based on the well known Cadillac geological model. A prospection program was conducted during fall 2010 and will be followed by a ground geophysical survey at the beginning of 2011.

Silidor Property (100%)

The discovery of the vein E located within 950 meters of the old Silidor mine is an important event for the Corporation. Gold values found so far have economic potential; the next step is to prove the volume by drilling. A diamond drilling campaign is actually in progress on the property.

Capricorne Property (40%)

The Corporation recently acquired a 40% interest in the Capricorne property adjacent to its Silidor property, located in Québec. The property is comprised of 18 mining claims. In consideration, the Corporation paid \$30,000 in cash.

Operation results

The Corporation's financial statements have been prepared according to generally accepted accounting principles in Canada. This statement's currency is in Canadian dollars and, except when specified, amounts shown in this report are in Canadian dollars.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS (non vérifiés)
SUMMARY OF QUARTERLY RESULTS (unaudited)

Trimestre Quarter	Revenu total Total revenue	Bénéfice net (perte nette) Net Income (Net loss)	Bénéfice net (perte nette) par action Net income (Loss) per share
	\$	\$	\$
Janvier 2009 / January 2009	11 389	(147 174)	(0,01)
Avril 2009 / April 2009	3 933	(133 963)	(0,01)
Juillet 2009 / July 2009	952	270 051	0,01
Octobre 2009 / October 2009	931	(138 705)	(0,01)
Janvier 2010 / January 2010	777	(119 310)	(0,00)
Avril 2010 / April 2010	484	(124 340)	(0,00)
Juillet 2010 / July 2010	924	(137 562)	(0,01)
Octobre 2010 / October 2010	1 762	(194 772)	(0,01)

Étant donné que la Société ne génère pas ou peu de revenu, la variation des résultats par trimestre ne peut s'expliquer par les conditions du marché. Le total des dépenses d'administration du trimestre se terminant le 31 octobre 2010 s'est élevé à 196 507 \$ comparativement à 173 390 \$ pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2009. Cet écart s'explique en partie par la rémunération à base d'actions qui s'est élevée à 72 590 \$ pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2009 contre aucun montant pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2010. Les frais généraux de 79 537 \$ du trimestre se terminant le 31 octobre 2010 se composent principalement de frais de voyages de 58 422 \$ (trimestre se terminant le 31 octobre 2009 : 5 601 \$), de publicité et promotion de 13 293 \$ (trimestre se terminant le 31 octobre 2009 : 2 907 \$) et de frais locatifs de 4 500 \$ (trimestre se terminant le 31 octobre 2009 : 4 500 \$). Les autres dépenses administratives du trimestre se terminant le 31 octobre 2010 sont principalement composées d'honoraires de gestion et de consultants de 110 700 \$ (trimestre se terminant le 31 octobre 2009 : 65 340 \$) ainsi que divers frais d'inscription et de registrariat de 2 226 \$ (trimestre se terminant le 31 octobre 2009 : 10 328 \$). Un montant de 1 365 \$ a été versé pour des honoraires professionnels pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2010 contre aucun montant pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2009. Les autres postes de dépenses ont été relativement stables.

Des revenus de 1 762 \$ ont été enregistrés au trimestre se terminant le 31 octobre 2010 comparativement à 931 \$ pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2009 et proviennent d'intérêts sur les liquidités. Une perte sur cession de titres négociables a aussi été enregistrée au montant de 27 \$ pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2010 comparativement à un gain de 33 754 \$ pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2009.

Situation de trésorerie et sources de financement

La Société n'est pas en production commerciale sur aucune de ses propriétés et par conséquent, ne génère aucun revenu de ses opérations mais reçoit des intérêts de ses liquidités. La Société finance principalement ses activités par l'émission de capital-actions sur le marché des capitaux. En octobre 2010, la Société a complété un financement privé de 4 800 000 \$ en contrepartie de l'émission de 15 000 000 d'unités à un prix d'émission de 0,32 \$ par unité. Chaque unité était composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription. Chaque bon de souscription donne au détenteur le droit de souscrire une action ordinaire de la Société au prix de 0,45 \$ l'action pour une période de 12 mois. Toujours en octobre 2010, la Société a reçu un montant de 77 000 \$ pour l'exercice de 300 000 options.

As the Corporation does not generate significant revenue, variations in quarterly results cannot be explained by market conditions. The total amount of administrative expenses for the quarter ended October 31, 2010 were \$196,507 against \$173,390 for the quarter ended October 31, 2009. This difference partly explained by stock-based compensation for the quarter ended October 31, 2009 which amounted to \$72,590 against no amount for the quarter ended October 31, 2010. The general administrative expenses of \$79,537 for the quarter ended October 31, 2010 are mainly composed of travel expenses of \$58,422 (quarter ended October 31, 2009: \$5,601), advertisement and promotion of \$13,293 (quarter ended October 31, 2009: \$2,907) and office leasing of \$4,500 (quarter ended October 31, 2009: \$4,500). The other administrative expenses for the quarter ended October 31, 2010 are mostly management and consultants' fees of \$110,700 (quarter ended October 31, 2009: \$65,340) and registration fees of \$2,226 (quarter ended October 31, 2009: \$10,328). An amount of \$1,365 was given for professional fees for the quarter ended October 31, 2010 against no amount for the quarter ended October 31, 2009. Other expenses items were relatively stable.

Revenues of \$1,762 were recorded for the quarter ended October 31, 2010 against \$931 for the quarter ended October 31, 2009 and are from interests on liquidities. A loss on disposal of marketable securities of \$27 was also recorded for the quarter ended October 31, 2010 against a gain of \$33,754 for the quarter ended October 31, 2009.

Cash flow and financing sources

The Corporation is not in commercial production on any of its resource properties and consequently does not generate any revenue from its operations but receives interest from its liquidity. The Corporation usually funds its activities by issuing common shares on the financial market. In October 2010, the Corporation completed a \$4,800,000 private placement by issuing 15,000,000 units at a price of \$0.32 per unit. Each unit was comprised of one common share and one common share purchase warrant. Each warrant entitles the holder thereof to acquire one common share of the Corporation at a price of \$0.45 per share for a 12 month period. Also in October 2010, the Corporation received an amount of \$77,000 for the exercise of 300,000 options.

L'exercice de 18 526 249 bons de souscription et bons de souscription de courtiers en circulation en date du rapport de gestion représente un financement potentiel de 10 802 249 \$. Ces bons de souscription et bons de souscription de courtiers expirent le 21 octobre 2011 et le 23 décembre 2012.

L'exercice des 3 790 000 options d'achat d'actions en circulation en date du rapport de gestion représente un financement potentiel supplémentaire de 1 607 050 \$. Ces options expirent entre le 23 août 2012 et le 8 novembre 2015 et ont un prix d'exercice variant entre 0,17 \$ et 0,62 \$.

La Société s'attend à recevoir un montant de 117 384 \$ en crédit d'exploration et droits miniers. La Société a disposé lors du trimestre se terminant le 31 octobre 2010, d'une partie de son investissement en actions dans la Société d'exploration minière Exploration Amex inc. et a encaissé un montant de 5 473 \$. Au 31 octobre 2010, la valeur de ce qui reste du placement s'élevait à 106 845 \$.

Au 31 octobre 2010, la Société possédait des liquidités de 4 923 405 \$ contre 811 998 \$ au 31 juillet 2010. Le fond de roulement de la Société au 31 octobre 2010 s'élève à 5 136 700 \$ (961 055 \$ au 31 juillet 2010). Suite au placement privé accréditif de 4 925 000 \$ complété en décembre 2010, la situation de trésorerie de la Société en date du rapport de gestion est plus que confortable et la Société est d'avis qu'elle possède les liquidités nécessaires à ses activités pour les 24 prochains mois. Par contre, la Société pourrait entrevoir la possibilité de retourner en financement si elle décide, à la suite de certaines circonstances, de dépenser des montants plus importants sur une ou plusieurs propriétés, ou si elle envisagerait une acquisition majeure.

Arrangements hors bilan

Aucun.

Opérations entre apparentés et objectifs commerciaux

La Société est apparentée à des sociétés étant donné qu'elles ont en communs certains administrateurs et dirigeants. Les opérations avec ces sociétés apparentées se limitent à la répartition de certaines dépenses d'administration. Au cours du trimestre se terminant le 31 octobre 2010, la Société a été facturée par ces sociétés pour des montants de 4,500 \$ (trimestre se terminant le 31 octobre 2009 : 4 500 \$) de loyer, 21 000 \$ (trimestre se terminant le 31 octobre 2009 : 21 000 \$) d'honoraires de gestion et 31 020 \$ (trimestre se terminant le 31 octobre 2009 : 29 340 \$) d'honoraires de consultants pour des services administratifs.

Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange, soit la valeur établie et acceptée par les parties.

Opérations projetées

La Société ne prévoit pas, pour le moment, la cession ou l'acquisition d'actifs miniers importants.

The exercise of 18,526,249 common share purchase warrants and broker warrants outstanding at the date of this management's discussion and analysis represent a potential financing of \$10,802,249. These warrants and broker warrants expire on October 21, 2011, and December 23, 2012.

The exercise of the 3,790,000 stock options outstanding at the date of this management's discussion and analysis represent an added potential financing of \$1,607,050. These options expire between August 23, 2012, and November 8, 2015 with an exercise price varying from \$0.17 to \$0.62.

The Corporation should receive \$117,384 in exploration credit and mining rights. The Corporation disposed part of its investment in the capital stock of Amex Exploration during the quarter ended October 31, 2010 and has collected an amount of \$5,473. As at October 31, 2010, the value of what remains of the investment amounted to \$106,845.

As at October 31, 2010, the Corporation had \$4,923,405 in cash against \$811,998 as at July 31, 2010. The working capital of the Corporation as at October 31, 2010 is at \$5,136,700 (\$961,055 as at July 31, 2010). Following the completion of a flow-through private placement of \$4,925,000 in December 2010, the Corporation's cash position is very comfortable and the Corporation believes it has the necessary resources to maintain its activities for the next 24 months. However, the Corporation could decide to get more financing should it invest in major work and spend more than originally planned on one or more properties or in the case of a major acquisition.

Off-balance Sheet Arrangement

None.

Related party transactions and commercial objectives

The Corporation is related to corporations because certain directors of the Corporation are acting as directors and officers of these other corporations. Related party transactions are limited to certain common administrative expenses. During the quarter ended October 31, 2010, the Corporation has been invoiced by these corporations for amounts of \$4,500 (quarter ended October 31, 2009: \$4,500) for rent, \$21,000 (quarter ended October 31, 2009: \$21,000) for management fees and \$31,020 (quarter ended October 31, 2009: \$29,340) for consultant fees for administrative services.

These transactions were concluded in the normal course of operations and were measured at the exchange amount that is the amount established and accepted by the parties.

Projected operations

The Corporation does not foresee for the moment any important acquisition or disposal of property.

Honoraires des consultants et frais généraux / Consultant and general expenses

Voici le détail des frais généraux d'administration pour les périodes de trois mois terminées le 31 octobre: / This is the detail for general administrative expenses for the three month period ended October 31:

	<u>2010</u>	<u>2009</u>	
	\$	\$	
Frais de voyages et de représentation	58 422	5 601	Travel expenses and representation
Papeterie, frais de bureau et divers	2 052	1 471	Stationery and office supplies
Assurances	1 270	1 840	Insurance
Publicité et promotion	13 293	2 907	Advertisement and promotion
Frais locatif	<u>4 500</u>	<u>4 500</u>	Office leasing
	79 537	16 319	

Les honoraires de consultants sont les suivants / Consultant fees are established as follows:

Honoraires du président et chef de la direction de la Société	21 000	21 000	President and Chief Executive Officer fees
Honoraires pour des services administratifs	31 020	29 340	Fees for administrative services
Honoraires pour aide en gestion et projets spéciaux	<u>58 680</u>	<u>15 000</u>	Consultant in management and special projects
	110 700	65 340	

Les frais généraux d'exploration sont les suivants / General exploration expenses are established as follows :

Cartes et accessoires	-	30	Maps and accessories
Bureau d'exploration	3 750	3 750	Exploration office
Déplacements	<u>813</u>	<u>-</u>	Travel
	4 563	3 780	

Événements subséquents

- i) En novembre 2010, la Société a octroyé 1 580 000 options d'achat d'actions à des administrateurs, consultants et des fournisseurs de services, permettant d'acquérir 1 580 000 actions ordinaires de la Société au prix d'exercice de 0,62 \$ l'action. Ces options viennent à échéance le 8 novembre 2015.
- ii) En décembre 2010, la Société a signé une entente d'option pour acquérir 60% d'intérêt dans 217 des 228 titres miniers de la société Cadillac Mining de son projet Break, couvrant approximativement 7 423 hectares, dans les cantons de Rouyn, de Beauchastel et de Dasserat, situés à l'ouest de Rouyn-Noranda, Québec. Selon cette option, la Société peut acquérir 60% d'intérêt indivis dans le projet Break sur une période de quatre ans en complétant des dépenses d'exploration totalisant 4,2\$ millions, en émettant un total de 500 000 actions ordinaires de la Société à Cadillac Mining, et en payant 100 000\$ comptant. Le paiement initial de 25 000 \$ ainsi que l'émission de 100 000 actions ordinaires est payable à Cadillac Mining avant le début des travaux. La balance des paiements sont due en versements annuels. De plus, la Société s'est irrévocablement engagée à dépenser 500 000 \$ durant la première année d'option.

Subsequent events

- i) In November, 2010, the Corporation granted 1,580,000 stock options to directors, certain consultants and service providers, entitling them to purchase 1,580,000 common shares of the Corporation at an exercise price of \$0.62 per share. These stock options will expire on November 8, 2015.
- ii) In December 2010, the Corporation has entered into an option agreement to earn a 60% interest in 217 of Cadillac Mining's 228 claims in its Break Project, covering approximately 7,423 hectares, in Rouyn, Beauchastel and Dasserat Townships, located west of Rouyn-Noranda, Québec. Under the Option, the Corporation may earn a 60% undivided interest in the Break Project over a period of four years by completing aggregate exploration expenditures of \$4.2 million, issuing an aggregate 500,000 common shares of the Corporation to Cadillac Mining, and paying Cadillac Mining a total of \$100,000 cash. The initial payment of \$25,000 cash and 100,000 common shares is due to Cadillac prior to the commencement of work. The balance of the payments is due in like annual installments. In addition, the Corporation has irrevocably committed to expend \$500,000 in the first year of the Option.

iii) En décembre 2010, la Société a complété un financement privé en émettant un total de 6 156 250 unités « accréditatives » à un prix d'émission de 0,80 \$ par unité à cinq sociétés en commandite associées avec le groupe MineralFields de Toronto, en Ontario et à des « investisseurs qualifiés » au Canada sur une dispense de prospectus, pour un produit brut à la Société de 4 925 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier permet à son détenteur de souscrire une action ordinaire additionnelle de la Société, à un prix de 1,20 \$ jusqu'au 23 décembre 2012.

Conventions comptables

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les principales estimations incluent la valeur comptable des propriétés minières et des frais d'exploration reportés ainsi que la rémunération à base d'actions. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Propriétés minières et frais d'exploration reportés

Les propriétés minières sont comptabilisées au coût. Les frais d'exploration sont reportés. Au moment où une décision d'aller en exploitation est prise, les coûts relatifs à un gisement, inscrits à titre de propriétés minières et aux frais d'exploration reportés, sont virés aux immobilisations; ils seront alors amortis en se basant sur les unités de production de l'exercice et les réserves de minerai prouvées et probables. Par contre, à l'abandon d'un projet, les coûts correspondants sont imputés aux résultats.

Les propriétés minières et les frais d'exploration sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La Société effectue un test de recouvrement lorsque des estimés sur les flux monétaires futurs sont disponibles. Si la direction n'a pas d'informations suffisantes pour estimer les flux de trésorerie futurs estimatifs pour évaluer la possibilité de recouvrement des montants capitalisés, la direction évalue le recouvrement des montants indiqués à titre de propriétés minières et de frais d'exploration reportés en comparant leur juste valeur à leur valeur comptable, sans effectuer un test de recouvrabilité.

Elle prendra également en considération si les résultats des travaux d'exploration justifient des investissements additionnels, si les intérêts de la Société dans les claims miniers ont été confirmés, si la Société a la capacité d'obtenir le financement nécessaire pour mener à terme la mise en valeur et la production rentable future et si la cession des propriétés se fera pour un montant supérieur à leur valeur comptable.

iii) In December 2010, the Corporation has completed a private placement by issuing an aggregate of 6,156,250 "flow-through" units at an issue price of \$0.80 per unit to five limited partnerships associated with MineralFields Group of Toronto, Ontario and to "accredited investors" in Canada on a prospectus-exempt basis, for gross proceeds to the Corporation of \$4,925,000. Each unit is comprised of one common share and one-half of a common share purchase warrant. Each whole warrant entitles the holder thereof to acquire one additional common share of the Corporation at a price of \$1.20 until December 23, 2012.

Accounting policies

Accounting estimates

The preparation of financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the amounts recorded in the financial statements and notes to financial statements. Significant estimates include the carrying value of mineral properties and deferred exploration expenses and stock-based compensation. These estimates are based on management's best knowledge of current events and actions that the Corporation may undertake in the future. Actual results may differ from those estimates.

Mining properties and deferred exploration expenses

The mining properties are recorded at cost. Exploration costs are deferred. When a decision is made to bring an orebody into production, the costs related to an orebody, recorded in mining properties and deferred exploration expenditures, are transferred to fixed assets; they will then be amortized based on the unit of production of the year and the proven and probable ore reserves. When a project is abandoned, the related costs are charged to earnings.

Mining properties and exploration costs are tested for recoverability when events or changes in circumstances indicate that their carrying amount may not be recoverable. The Corporation performs a recoverability test when estimate future cash flows are available. If management has not enough information to estimate future cash flows to evaluate the recoverability of capitalized amounts, management will evaluate it by comparing the fair value and the carrying value, without doing a recoverability test.

Management will also consider whether results from exploration works justify further investments, the confirmation of the interest of the Corporation in the mining claims, the ability of the Corporation to obtain the necessary financing to complete the future development or if the disposal of the properties will be for proceeds in excess of their carrying value.

Rémunération à base d'actions

La Société utilise la méthode de la juste valeur calculée selon le modèle d'évaluation de Black & Scholes pour enregistrer l'octroi des options à l'intention des salariés, des administrateurs, des dirigeants et des consultants et constate la charge aux résultats ou aux frais d'exploration reportés sur la période de services et un crédit correspondant au poste surplus d'apport. Toute contrepartie reçue au moment de l'exercice des options est portée au compte de capital-actions ainsi que le coût de la rémunération correspondant constaté à titre de surplus d'apport.

Transition aux normes internationales d'information financières (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) a confirmé que les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes seraient tenues d'utiliser les Normes internationales d'information financière (IFRS) pour les exercices ouverts le ou après le 1^{er} janvier 2011. La direction travaille présentement sur un plan qui permettra à la Société d'adopter les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 juillet 2012. La Société a commencé le processus d'évaluation des choix en matière de méthodes comptables qui sont autorisées en vertu des IFRS. La Société évalue également les effets de cette transition sur ses activités, notamment sur les systèmes de technologies de l'information et de données, les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles de communication de l'information. La direction de la Société va réviser et modifier continuellement le plan de transition afin de s'assurer que le processus de mise en œuvre prend convenablement en charge les principaux éléments du plan.

Équipe:

Considérant la taille de la Société, le chef des finances effectuera la conversion aux IFRS et communiquera au président ainsi qu'au comité de vérification les progrès accomplis.

Formation:

Le chef des finances se tient informé de l'information diffusée concernant les IFRS et il participe à des sessions de formation et il est supporté par des experts. Étant donné que les IFRS sont appelés à changer, tous les changements qui pourraient affecter la Société devront être surveillés.

Conventions comptables affectées:

L'analyse détaillée des conventions comptables affectées par la convergence IFRS devrait être complétée prochainement. En général, beaucoup d'efforts devront être mis sur la présentation des états financiers puisque les IFRS demandent plus de divulgations. Basée sur l'analyse des différences identifiées à date, voici une liste non exhaustive des conventions comptables IFRS qui pourraient avoir un impact sur les états financiers de la Société:

Stock-based compensation

The Corporation uses the fair value method based on the Black-Scholes pricing model to record the compensation cost related to the issue of stock options to its employees, directors, officers and consultants to earnings or deferred exploration expenses over the vesting period with a corresponding credit to contributed surplus. Any consideration received when options are exercised is credited to capital stock together with the related compensation cost recorded as contributed surplus.

International Financial Reporting Standards (IFRS) Convergence

In February 2008, the Canadian Accounting Standards Board ("AcSB") confirmed that the use of IFRS would be required for Canadian publicly accountable enterprises for years beginning on or after January 1, 2011. The Corporation is presently working on a changeover plan to adopt IFRS for the year ending July 31, 2012. The Corporation has started the process of assessing accounting policy choices and elections that are allowed under IFRS and will also assess the impact of the conversion on its business activities including the effect on information technology and data systems, internal controls over financial reporting and disclosure controls. The Corporation' management will continually review and adjust its changeover plan to ensure its implementation process properly addresses the key elements of the plan.

Team:

Due to the size of the Corporation, the CFO will be performing the IFRS convergence and will report to the president and to the Audit Committee on the progress accomplished.

Training:

The CFO is keeping informed of the information disseminated regarding IFRS and he is participating to training session and he is supported by experts. As IFRS is expected to change, any changes impacting the Corporation will have to be monitored.

Accounting Policies impacted:

The detailed analysis of the accounting policies impacted by the IFRS convergence is expected to be completed soon. Overall, a lot of effort will be put in the financial statements presentation as IFRS requires more disclosure. Based on the analysis of expected accounting differences conducted so far, following is a non-exhaustive list of the IFRS accounting policies that could have a potential impact on the financial statements of the Corporation:

Adoption initiale (IFRS 1)

L'IFRS 1 donne des directives sur l'approche générale à prendre lorsque les IFRS sont adoptés pour la première fois. Le principe fondamental de l'IFRS 1 est l'application rétrospective des IFRS valides à la date de l'adoption initiale. IFRS 1 réalise qu'une pleine application rétrospective peut ne pas être possible ou appropriée dans toutes les situations et prescrit:

- Des exemptions à certains aspects spécifiques de certains IFRS dans la préparation du bilan d'ouverture; et
- Des exemptions obligatoires dans l'application rétrospective de certains IFRS.

De plus, IFRS 1 contient des obligations de divulgation pour mettre en évidence les changements faits aux états financiers suite à la convergence IFRS.

Dépréciation (IAS 36, IFRS 6)

IFRS requiert un test de dépréciation en une étape (le test de dépréciation est fait en utilisant les flux de trésorerie actualisés) plutôt qu'en deux étapes selon les PCGR canadiens (qui utilise les flux de trésorerie non actualisés comme indicateur pour identifier une dépréciation potentielle). IFRS requiert le renversement des pertes de dépréciation là où les conditions adverses présentes antérieurement ont changé; ceci n'est pas permis selon les PCGR canadien. Le test de dépréciation devrait être fait au niveau de l'actif pour les actifs à long terme ou les actifs incorporels. Là où les valeurs recouvrables ne peuvent être estimées au niveau de l'actif individuel, elles doivent être estimées au niveau de l'unité génératrice de trésoreries (« UGT »).

Paiement fondé sur des actions (IFRS 2)

IFRS requiert que les extinctions prévues soient prises en compte dans la comptabilisation du coût de rémunération à base d'actions lors de l'octroi plutôt que de reconnaître les extinctions lorsqu'elles surviennent.

Actifs miniers, exploration et évaluation des coûts (IFRS 6)

Selon IFRS, la Société a l'obligation de développer une convention comptable afin d'identifier spécifiquement et invariablement quelles dépenses d'activités d'exploration et d'évaluation seront comptabilisées comme actifs. Contrairement aux IFRS, les PCGR canadiens indiquent que les coûts d'exploration peuvent être initialement capitalisés si la Société considère que ces coûts ont les mêmes caractéristiques que des immobilisations corporelles. Les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être classés comme corporels ou incorporels selon la nature des actifs acquis.

Systèmes d'information:

Le processus comptable de la Société est simple puisqu'elle est une compagnie au stade d'exploration. La Société devrait être en mesure d'opérer ses systèmes comptables sous les IFRS puisqu'aucun défi important n'est entrevu. Cependant, certains tableurs Excel devront être adaptés afin de supporter les changements nécessaires suite à la convergence. La Société doit encore établir si de l'information historique devra être régénérée afin d'être conforme aux choix qui auront été faits en vertu d'IFRS 1.

First Time adoption (IFRS 1)

IFRS 1 provides guidance to entities on the general approach to be taken when first adopting IFRS. The underlying principle of IFRS 1 is retrospective application of IFRS standards in force at the date an entity first reports using IFRS. IFRS 1 acknowledges that full retrospective application may not be practical or appropriate in all situations and prescribes:

- optional exemptions from specific aspects of certain IFRS standards in the preparation of the Corporation's opening balance sheet; and
- mandatory exceptions to retrospective application of certain IFRS standards.

Additionally, IFRS 1 contains disclosure requirements to highlight changes made to financial statement items due to the transition to IFRS.

Impairment (IAS 36, IFRS 6)

IFRS requires the use of a one-step impairment test (impairment testing is performed using discounted cash flows) rather than the two-step test under Canadian GAAP (using undiscounted cash flow as a trigger to identify potential impairment loss). IFRS requires reversal of impairment losses where previous adverse circumstances have changed; this is prohibited under Canadian GAAP. Impairment testing should be performed at the asset level for long-lived assets and intangible assets. Where the recoverable amount cannot be estimated for individual assets, it should be estimated as part of a Cash Generating Unit ("CGU").

Share-based payments (IFRS 2)

Per IFRS, the forfeiture rate, with respect to share options, needs to be estimated by the Corporation at the grant date instead of recognizing the entire compensation expense and only record actual forfeitures as they occur.

Mineral property interests, exploration and evaluation costs (IFRS 6)

Under IFRS, the Corporation would be required to develop an accounting policy to specifically and consistently identify which expenditures on exploration and evaluation activities will be recorded as assets. Unlike IFRS, Canadian GAAP indicates that exploration costs may initially be capitalized if the Corporation considers that such costs have the characteristics of property, plant and equipment. Exploration and evaluation assets shall be classified as either tangible or intangible according to the nature of the assets acquired.

Information systems:

The accounting processes of the Corporation are simple since it is still at the exploration stage and no major challenges are expect at this point to operate the accounting system under the IFRS. Nevertheless, some excel spreadsheets will probably have to be adapted to support the change made in accounting policies. The Corporation has yet to establish if historical data will have to be regenerated to comply with some of the choices to be made under IFRS 1.

Contrôles internes:

Étant donné que la Société est un émetteur émergent, les dirigeants n'ont pas à faire d'attestation concernant l'établissement et le maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, tel que défini dans le Règlement 52-109. Les dirigeants signataires de l'émetteur ont la responsabilité de s'assurer qu'il existe des processus leur permettant d'avoir les connaissances nécessaires à l'appui des déclarations faites dans les attestations, plus spécifiquement que les documents déposés sur SEDAR sont fiables. Les dirigeants vont s'assurer qu'une fois le processus de convergence complété, ils pourront encore signer leur attestation.

Impact sur les activités commerciales:

Les processus d'affaires de la Société sont simples et aucun défi important n'est prévu pour opérer selon les IFRS. La Société n'a pas de transactions en monnaies étrangères, elle a peu de dettes ni d'obligation de capital. La Société ne prévoit pas que les IFRS vont changer les processus lorsqu'elle complète des placements privés accreditifs. La Société n'a pas de plan de rémunération qui sera affecté par les IFRS. Le régime d'options d'achat d'actions n'est pas affecté par des ratios ou objectifs financiers. Les processus d'affaires seront mis sous surveillance durant les prochains mois afin de détecter des impacts non identifiés lors de notre diagnostic initial.

Instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers

La Société définit la hiérarchie des évaluations à la juste valeur en vertu de laquelle ses instruments financiers sont évalués de la façon suivante : le niveau 1 inclut les prix cotés, non ajustés, sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques. Le niveau 2 inclut les données autres que les prix visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement et le niveau 3 inclut les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données observables. L'encaisse, les fonds de liquidité et les titres négociables sont classés selon le niveau 1.

La juste valeur des titres négociables a été déterminée selon la valeur au marché, qui correspond au cours de clôture.

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers, et risques financiers

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société.

La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après :

Internal Controls:

Since Fieldex is a TSX Venture issuer, management does not make representations relating to the establishment and maintenance of disclosure controls and procedures and internal control over financial reporting, as defined in National 52-109. Management is responsible for ensuring that processes are in place to provide them with sufficient knowledge to support their certification of the financial statements and MD&A, more specifically assessing that the SEDAR filings are presenting fairly the results of the Corporation. Management will make sure that once the convergence process is completed, it can still certify its filings.

Impact on the business:

The business processes of the Corporation are simple and no major challenges are expected at this point to operate under IFRS. The Corporation has no foreign currency transactions, no hedging activities, few debt and no capital obligations. The Corporation doesn't expect that IFRS will have an impact on the requirements or business processes when it enters in flow-through financing. The Corporation has no compensation arrangements that will be affected by the IFRS implementation. The Corporation's Stock Option Plan is not affected by ratios or financial targets. Business process will be monitored through the coming months to detect unsuspected impact.

Financial instruments

Fair value of financial instruments

The Corporation defines the fair value hierarchy under which its financial instruments are valued as follows: Level 1 includes unadjusted quoted prices in active markets for identical assets or liabilities. Level 2 includes inputs other than quoted prices in level 1 that are observable for the asset or liability, either directly or indirectly and level 3 includes inputs for the asset or liability that are not based on observable market data. Cash, cash funds and marketable securities are considered as level 1.

The fair value of marketable securities is equivalent to the market value based on the closing price.

Financial risk management objectives and policies, and financial risks

Financial risk management objectives and policies

The Corporation is exposed to various financial risks resulting from both its operations and its investments activities. The Corporation's management manages financial risks.

The Corporation does not enter into financial instrument agreements including derivative financial instruments for speculative purposes.

Financial risks

The Corporation's main financial risk exposure and its financial risk management policies are as follows:

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à des risques de crédit par son encaisse et ses fonds de liquidité. La Société réduit le risque de crédit en maintenant l'encaisse et les fonds de liquidité chez des banques à charte canadienne, donc considère le risque de perte comme faible.

Risque de liquidités

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant d'encaisse et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme de financements privés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. L'obtention de nouveaux fonds permet à la Société de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. Compte tenu des récents financements, la direction considère que la Société a les liquidités suffisantes pour les prochains 24 mois.

Autre risque de prix

La Société est exposée à un autre risque de prix en raison de ses titres négociables.

Facteurs de risque

Risques liés à l'exploration

L'exploration minière comporte un degré de risque élevé. Peu de propriétés explorées sont mises en production. Des formations rocheuses inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et la difficulté d'obtenir de la main-d'œuvre qualifiée, de la machinerie ou de l'équipement approprié ou adéquat sont d'autres risques que comporte l'exécution des programmes d'exploration.

Les facteurs économiques liés à la mise en valeur de propriétés de ressources sont tributaires de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des métaux, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les réclamations des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Il n'y a aucune certitude que les dépenses que la Société engagera dans l'exploration de ses propriétés minières donneront lieu à des découvertes de quantités commerciales de minerai. La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerais commercialement exploitables.

Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The Corporation is subject to concentrations of credit risk through cash and cash funds. The Corporation reduces its credit risk by maintaining its cash and cash funds in Canadian chartered banks and considers the risk of loss as low.

Liquidity risk

Liquidity risk management serves to maintain a sufficient amount of cash and to ensure that the Corporation has financing sources such as private placements for a sufficient amount. The Corporation establishes budget and cash estimates to ensure it has the necessary funds to fulfill its obligations. Obtaining additional funds makes it possible to the Corporation to continue its operations, and while it has been successful in doing so in the past, there can be no assurance it will be able to do so in the future. Subsequent to recent funding, management considers the Corporation has enough cash for the next 24 months.

Other price risk

The Corporation is exposed to another price risk because of its marketable securities.

Risks and uncertainties

Exploration

Exploration and mining involve a high degree of risk. Few exploration properties end up going into production. Other risks related to exploration and mining activities include unusual or unforeseen formations, fire, power failures, labor disputes, flooding, explosions, cave-ins, landslides and shortages of adequate or appropriate manpower, machinery or equipment.

The development of a resource property is subject to many factors, including the cost of mining, variations in the quality of the material mined, fluctuations in the commodity and currency markets, the cost of processing equipment, and others, such as aboriginal claims, government regulations including regulations regarding royalties, authorized production, import and export of natural resources and environmental protection. Depending on the price of the natural resources produced, the Corporation may decide not to undertake or continue commercial production. There can be no assurance that the expenses incurred by the Corporation to explore its properties will result in the discovery of a commercial quantity of ore. Most exploration projects do not result in the discovery of commercially viable mineral deposits.

Réglementation environnementale et autre réglementation

La législation, les règlements et les mesures actuelles et futures en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et les normes environnementales font l'objet d'une évaluation constante et peuvent être haussées considérablement, ce qui pourrait nuire sérieusement à l'entreprise de la Société ou à son aptitude à mettre ses propriétés en valeur d'une façon économique. Avant que la production ne puisse débiter sur une propriété, la Société devra obtenir les approbations des autorités de réglementation et les approbations environnementales, et rien ne saurait garantir que ces approbations seront obtenues ou qu'elles le seront à temps. Le coût des changements dans la réglementation gouvernementale peut également réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété.

Risques liés au financement et à la mise en valeur

La mise en valeur des propriétés de la Société dépend donc de son aptitude à obtenir le financement additionnel nécessaire. Rien ne saurait garantir qu'elle réussira à obtenir le financement requis. De plus, la mise en production de propriétés de ressources dépendra de l'utilisation des services d'un personnel expérimenté ou encore de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés de ressources qui peuvent fournir cette expertise.

Cours des ressources

Des facteurs indépendants de la volonté de la Société peuvent influencer sur la qualité marchande de l'or ou de d'autres minéraux découverts. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

Risques non assurés

La Société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des éboulements, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisit de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement de ces responsabilités diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction.

Mise en garde concernant les renseignements prospectifs

Certains énoncés de ce document, qui ne sont pas appuyés par des faits historiques, sont d'ordre prospectif, ce qui signifie qu'ils comportent des risques, des incertitudes et des éléments qui pourraient faire en sorte que les véritables résultats diffèrent des résultats prédits ou sous-entendus par ces mêmes énoncés prospectifs. Il existe de nombreux facteurs qui pourraient causer une telle disparité, notamment l'instabilité des prix du marché des métaux, les répercussions des fluctuations des cours de change des devises étrangères et des taux d'intérêts, des réserves mal estimées, les risques pour l'environnement (réglementations plus sévères), les situations géologiques imprévues, les conditions défavorables à l'extraction, les risques politiques entraînés par l'exploitation minière dans des pays en voie de développement, les changements de réglementation et de politiques gouvernementales (lois ou politiques), le défaut d'obtenir les permis nécessaires et les approbations des instances gouvernementales, ou tout autre risque lié à l'exploitation et au développement.

Environmental and Other Regulations

Current and future environmental laws, regulations and measures could entail unforeseeable additional costs, capital expenditures, restrictions or delays in the Corporation's activities. Environmental regulations and standards are subject to constant revision and could be substantially tightened, which could have a serious impact on the Corporation and its ability to develop its properties economically. Before it commences mining a property, the Corporation must obtain environmental permits and the approval of the regulatory authorities. There is no assurance that these permits and approvals will be obtained, or that they will be obtained in a timely manner. The cost of complying with government regulations may also impact the viability of an operation or altogether prevent the economic development of a property.

Financing and Development

Development of the Corporation's properties therefore depends on its ability to raise the additional funds required. There can be no assurance that the Corporation will succeed in obtaining the funding required. The Corporation also has limited experience in developing resource properties, and its ability to do so depends on the use of appropriately skilled personnel or signature of agreements with other large resource companies that can provide the required expertise.

Commodity Prices

The factors that influence the market value of gold and any other mineral discovered are outside the Corporation's control. The impact of these factors cannot be accurately predicted. Resource prices can fluctuate widely, and have done so in recent years.

Risks Not Covered by Insurance

The Corporation may become subject to claims arising from cave-ins, pollution or other risks against which it cannot insure itself or chooses not to insure itself due to the high cost of premiums or other reasons. Payment of such claims would decrease and could eliminate the funds available for exploration and mining activities.

Forward Looking Statements

Certain statements in this document that are not supported by historical facts are forward-looking, which means that they are subject to risks, uncertainties and other factors that may result in actual results differing from those anticipated or implied by such forward-looking statements. There are many factors that may cause such a disparity, notably unstable metals prices, the impact of fluctuations in foreign exchange markets and interest rates, poor reserves estimates, environmental risks (more stringent regulations), unexpected geological situations, unfavorable mining conditions, political risks arising from mining in developing countries, changing regulations and government policies (laws or policies), failure to obtain required permits and approval from government authorities, or any other risk related to mining and development.

Même si la Société croit que les hypothèses découlant des énoncés prospectifs sont plausibles, il est fortement recommandé de ne pas accorder une confiance excessive à ces énoncés, qui ne sont valables qu'au moment de la rédaction de ce document.

Even though the Corporation believes that the assumptions relating to the forward-looking statements are plausible, it is unwise to rely unduly on such statements, which were only valid as of the date of this document.

Informations additionnelles pour les émetteurs émergents n'ayant pas de revenu significatif

La Société fournit l'information sur les frais d'exploration reportés dans la note 6 de ses états financiers intermédiaires terminés le 31 octobre 2010.

La Société n'a aucune dépense de recherche et développement.

La Société n'a pas de frais reportés autres que les propriétés minières et les frais d'exploration reportés.

Additional information for new issuers without significant revenue

The Corporation provides information pertaining deferred exploration expenses in note 6 of its interim financial statements ended October 31, 2010.

The Corporation has incurred no R & D expenses.

The Corporation has no deferred expenses other than the mining properties and deferred exploration expenses.

Données sur les actions en circulation

Au 31 octobre et au 30 décembre 2010, le capital-actions de la Société se compose de 41 169 929 et 47 351 179 actions ordinaires émises et en circulation respectivement. Au 31 octobre et au 30 décembre 2010, 2 235 000 et 3 790 000 options sont en circulations respectivement.

Information on outstanding shares

As at October 31 and December 30, 2010, the Corporation's share capital consisted of 41,169,929 and 47,351,179 common shares issued and outstanding respectively. As at October 31 and December 30, 2010, 2,235,000 and 3,790,000 options are outstanding respectively.

Au 30 décembre 2010, le détail des options d'achat est comme suit / As at December 30, 2010, the purchase options read has follows :

Nombre / Number	Prix de levée / Exercise price	Date d'expiration / Expiry Date
1 000 000	0,40 \$	23 août 2012 / August 23, 2012
425 000	0,20 \$	29 août 2013 / August 29, 2013
50,000	0,20 \$	1 ^{er} avril 2014 / April 1, 2014
485,000	0,17 \$	19 octobre 2014 / October 19, 2014
250,000	0,20 \$	3 juin 2015 / June 3, 2015
1,580,000	0,62 \$	8 novembre 2015 / November 8, 2015

Au 30 décembre 2010, les bons de souscription et les bons de souscription émis à des courtiers se détaillent comme suit / As at December 30, 2010, the Corporation warrants and broker warrants are broken down as follows :

Nombre / Number	Prix de levé / Exercise price	Date d'expiration / Expiry Date
15 000 000 bons de souscription/warrants	0,45 \$	21 octobre 2011 / October 21, 2011
3 078 125 bons de souscription/warrants	1,20 \$	23 décembre 2012 / December 23, 2012
448 124 bons émis à des courtiers/broker warrants	0,80 \$	23 décembre 2012 / December 23, 2012

Information additionnelle et divulgation continue

La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et d'états financiers trimestriels sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com).

Additional information and ongoing disclosure

The Corporation regularly discloses complementary information by press releases and quarterly financial statements on the SEDAR Internet site (www.sedar.com).

Le 30 décembre 2010.

December 30, 2010

(S) Martin Dallaire

Martin Dallaire

Président et chef de la direction

President and Chief Executive Officer

(S) Sylvain Champagne

Sylvain Champagne

Chef des finances

Chief Financial Officer